

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGEREES

PROPERTY OF
DAW/DPCSD
DATA BANK/RESOURCE

NO COPY
REMOVE

REPORT DU CAMEROUN SUR LES FEMMES

REPORT ON WOMEN IN CAMEROUN

(BEIJING 1995)

A

AVRIL 1999

SOMMAIRE

2

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

4

INTRODUCTION

5

PREMIERE PARTIE

6

Vie d'ensemble de l'Action en faveur de l'égalité entre les**sexes et de la Promotion de la Femme.****DEUXIEME PARTIE**

10

A- MESURES FINANCIERES**B- MESURES INSTITUTIONNELLES**

12

12

12

13

1- Structures Publiques

a) Le Ministère de la Condition Féminine

b) Le Ministère de la Santé

c) Le Ministère de l'Agriculture

13

d) Le Ministère des Investissements Publics et de

e) Le Ministère de l'Education Nationale

f) Le Ministère de l'Environnement et des Forêts

g) Le Ministère des Mines, de l'Eau et de l'Energie

h) Ministère des Affaires Sociales

e la Femme

ues

nes

14

2- Organismes Privés de Pro

a) Branches féminines des part

b) Les ONGs et les Association

c) Les Coopératives.	15
3-Mécanismes et Instruments de suivi des Conférences Internationales	15
TROISIEME PARTIE	16
Actions entreprises dans les Domaines Critiques du programme d'Action de BEIJING.	
- Femmes et Pauvreté	18
- Femmes et Economie	18
- Education et Formation	20
- Promotion et Protection de la Petite Fille	20
- Les Femmes et la Santé	22
- Amélioration du Statut Juridique de la Femme	26
- Lutte Contre les Violences Faites aux Femmes	28
- Les Femmes, le Pouvoir de Décision	30
- Les Mécanismes Institutionnels de Promotion de la Femme	32
- Les Femmes et les MEDIAS	33
- Femmes et Environnement	34
CONCLUSION	36

LISTE DES ABREVIATIONS

ACAF	■ ■ ■ Association Camerounaise des Femmes Agricultrices
ACAFIA	■ ■ ■ Association Camerounaise des Femmes Ingénieurs en Informatique
AG	■ ■ ■ Agriculture
ALMFR	■ ■ ■ Association de Lutte Contre les Violences Faites aux Femmes
Toutes les Formes de Femme	■ ■ ■ Toutes les Formes de Femmes
le Développement Crédit	■ ■ ■ le Développement Crédit
une Action Rationalisée des GIC	■ ■ ■ une Action Rationalisée des Groupements d'Initiative Commune
FIMAG	■ ■ ■ Fonds d'Investissements des Micro Réalisations Agricoles
FNE	■ ■ ■ Communautaires
IEC	■ ■ ■ Fonds National de l'Emploi
GIC	■ ■ ■ Information Education Communication
GEIE	■ ■ ■ Groupements d'Intérêt Economique
MGF	■ ■ ■ Mutilations Génitales Féminines
MINAGRI	■ ■ ■ Ministère de l'Agriculture
MINAS	■ ■ ■ Ministère des Affaires Sociales
MINCOF	■ ■ ■ Ministère de la Condition Féminine
MINSANTE	■ ■ ■ Ministère de la Santé Publique
camerounaises	■ ■ ■ MPPF-CAM
ement	■ ■ ■ Micro Projet Productif en Faveur des Femmes
PNGL	■ ■ ■ PNGL
PNUC	■ ■ ■ Plan National de Gestion de l'Environnement
PNVIA	■ ■ ■ Programme des Nations unies pour le Développement
PNVA	■ ■ ■ Programme National de Vulgarisation Agricole
UNIFEM	■ ■ ■ UNIFEM

INTRODUCTION

La quatrième Conférence Mondiale sur les femmes tenue à Beijing en septembre 1995 a eu pour mérite d'évaluer les stratégies prospectives de Nairobi et de mettre sur pied une plate forme d'action dont l'objectif principal est de promouvoir le développement durable de la femme.

Le Programme d'Action Mondiale de Beijing a retenu douze domaines critiques pour les dix prochaines années. Chaque Etat devait formuler des politiques et plans d'actions s'y référant en tenant compte des spécificités et besoins propres à sa région. C'est dans cette optique que le Gouvernement

Cameroonais à élaboré puis validé en
septembre 2001. L'Etat camerounais a donc fixé de poursuivre
politique est l'enveloppe des orientations et objectifs que l'Etat se fixe de poursuivre
squ'en l'an 2002. Les douze domaines critiques du programme d'action de
l'Etat ont été repris dans les sept axes suivants

- 1.1. L'amélioration des conditions de vie de la femme
1.2. L'amélioration du statut juridique de la femme
aines féminines dans tous les secteurs de
de à la prise de décisions politiques
petite famille
1.4. La lutte contre les violences faites aux femmes

Les objectifs globaux que se fixe le Gouvernement Camerounais dans le cadre de cette politique sont :

l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, la réduction des disparités entre les sexes, le renforcement de capacités institutionnelles, le renforcement des capacités individuelles (des techniques de production et de contrôle de leur gestion), l'intégration des questions des femmes à l'ensemble du développement avec la participation de tous les partenaires.

Le présent rapport a été élaboré conformément aux directives de la Commission des Nations Unies.

atives adressées aux Etats sous la forme d'un questionnaire. New-York comportait trois sections : l'une sur l'ensemble de l'action en faveur de l'égalité entre les sexes et deux autres sur les deux dernières années.

Programme d'Action
2 - Mesures financières et institutionnelles
3 - Actions entreprises dans les domaines critique
de Beijing.

PREMIERE PARTIE

VUE D'ENSEMBLE DE L'ACTION EN FAVEUR DE
L'EQUALITE ENTRE LES SEXES ET DE LA
PROMOTION DE LA FEMME

dans le cadre de la mise en œuvre du
pas encore adopté de matière formelle

"Développement" élaboré par le
Plan d'Action Mondial de Beijing
par les instances appropriées.

é civile en charge des questions de
participé à l'élaboration des documents
és du développement et l'AS "Région
éalisé certaines déclarations qui y sont inscrites.

Les services publics et
promotion de la femme ont ac-
sue-satisfaits". C'est pourquoi l'AS

Les actions les plus significatives menées sont :

Dans le domaine de l'amélioration des conditions de vie de la femme :

- La prise en compte de la femme en tant que cible particulière et même "prioritaire" dans la déclaration de stratégie de lutte contre la pauvreté 1998/99 - 2000/01 ;

L'intégration des questions Genre dans les différents programmes et politiques sectoriels : Education, Emploi, Santé, Agriculture, Environnement et Forêt, Gouvernance; Promotion des petites et moyennes entreprises etc.

Dans le domaine de l'amélioration du statut juridique de la femme :

- La prise en compte du principe d'égalité entre les sexes dans la constitution de la ré-

de ce même principe dans les autres textes (lois et

- La prise en

Dans le domaine de la protection et de la promotion de la petite fille :

disponibles scientifiques et techniques de l'enseignement et de la formation des deux sexes.

santes, telles que la limitation de l'enseignement supérieur et la suppression de certaines mesures dans l'enseignement supérieur, qui n'a pas d'autre effet que d'aggraver le problème d'âge qui défavorisait plus

- La promotion sociale et l'âge requis pour l'école

Digitized by srujanika@gmail.com

... L'adoption d'une déclaration sur la nouvelle politique de l'éducation contre l'exclusion scolaire, réduire les inégalités régionales,

(1998) pour

on d'une nouvelle loi d'orientation scolaire de l'Education au

l'accès non discriminatoire à l'éducation pour tous.

Dans le domaine de la participation effectuelle à la prise de décision, les femmes sont moins actives que les hommes.

Digitized by srujanika@gmail.com

Collection de la femme à la crise (édition 2011) | 2010-2011 | Un aperçu par moitié

- La création d'un Ministère de la Condition Féminine chargé de la coordination de la mise en œuvre du plan d'action multisectoriel "Femme et Développement".

- La création d'un observatoire de la femme chargé de suivre l'évolution de la condition féminine au Cameroun. L'acte régissant cet organisme n'a pas encore été adopté mais l'élaboration de cet organe est en cours d'élaboration.

Si l'on constate une légère amélioration de la situation de la femme, les résultats ne sont pas satisfaisants car la femme reste marginalisée.

Sur le plan macro-économique, la crise ajustement structurels par l'effet néfastes (salaires, arrêt des recrutements etc) ont freiné les actions de la femme, notamment :

• la baisse de la productivité chez la femme ;

• l'achat des produits de rente favorisant l'abandon des tâches ménagères chez la femme (20 % de ménages ont à leur tête une femme (selon un sondage du PNUD en 1995)) ;

• les facteurs qui favorisent la baisse de la productivité chez la femme ;

• l'accès au pouvoir d'achat accentuant dans certaines régions la marginalisation des garçons à celle de la jeune fille ;
• le mariage précoce et les mariages précoces chez la jeune fille dus à la pression exercée par les parents et la pauvreté ;
• l'augmentation du nombre de grossesses non désirées ;

• les cas de prostitution chez la femme et surtout la jeune fille.

Si l'on constate une légère amélioration de la condition féminine au Cameroun, l'organisation et le fonctionnement de cet organisme n'a pas encore été adopté mais l'élaboration de cet organe est en cours d'élaboration.

Si l'on constate une légère amélioration de la situation de la femme, les résultats ne sont pas satisfaisants car la femme reste marginalisée.

D'une manière générale... et... les compressions, réductions d'effectifs, actions entreprises en matière de

- la pauvreté de la femme ;
- la baisse des charges familiales de la femme (rapport femme / rapport homme) ;
- le coût élevé de la femme ;
- la baisse de la préférence pour la jeune fille ;
- la déperdition de la jeune fille au mauvais mariage ;
- l'augmentation de la mortalité de la jeune fille etc.

NIEME PARTIE

TIONNELLES

INST

... Diéguembeu affirme que : «... la promotion des droits de la femme dans les politiques publiques et dans les stratégies nationales reste insuffisante. Il existe de nombreux défis à relever pour la promotion de la femme, il reste encore beaucoup à faire à ce sujet».

mesures : Pour opérationnaliser ces actions de promotion de la femme, de nombreuses mesures financières et institutionnelles sont entreprises par le Gouvernement.

ANCIERES

Cameroun affirme que : «Tous les hommes sont égaux et s'efforce d'assurer à tous, les citoyens, les conditions nécessaires à leur développement». La Constitution

Ce principe d'égalité s'applique à tous les secteurs notamment dans le domaine de l'élaboration du Budget de l'Etat.

En effet, le budget de l'Etat du Cameroun est globalisant et ne dégage que :

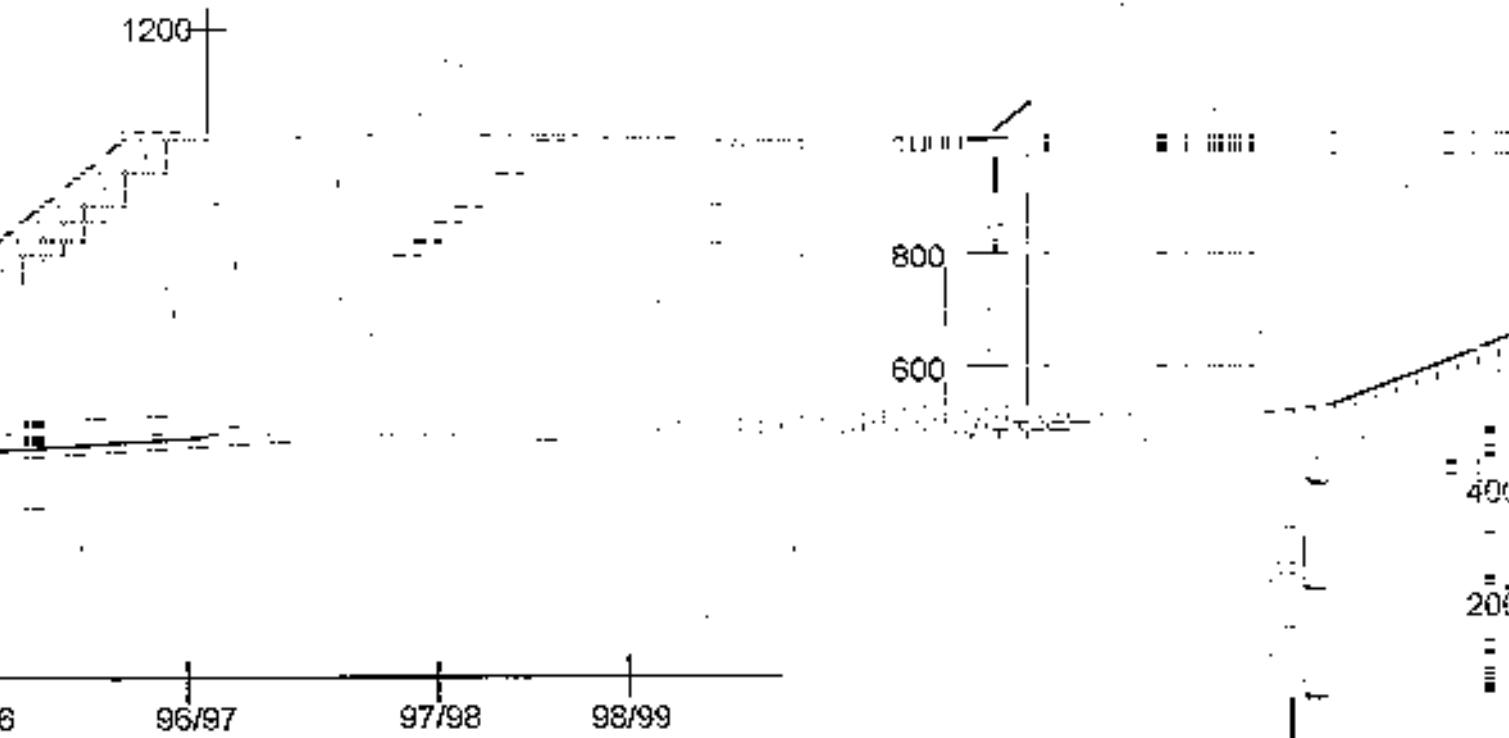
C'est ainsi que, les départements ministériels à caractère technique MINAGRI bien qu'étant dotés des services préoccupés par la promotion de la femme ne font pas ressortir forcément la part du budget affectée aux

tiques et Conditionnées. La seule structure qui dispose de rubriques relatives aux programmes spécifiques aux femmes est le Ministère en charge

Le "tableau" et le "graphique" ci-dessous représentent les dépenses budgétaires octroyées dans le cadre des Budgets d'investissement (BIP) et de fonctionnement (BF) à ce Département Ministériel au cours des dernières années pour être utilisées à des actions de promotion féminine.

Exercice	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99
Ministère	1747,656,400	1,551,700,000	1,665,100,000	1,044,000,000

unité monétaire : Francs CFA



analyse, l'enveloppe de l'exercice budgétaire 98/99 présente en valeur chiffre de 1 044.000.000 FCFA de dotation affectée à la femme. Ce Etat, qui représente 0,084 % de l'ensemble du budget.

l'on note, cependant, une forte diminution des dépenses Malgré l'insuffisance de cette dimension budgétaire, la progression de l'ordre de 233 % entre 1995/96 et

La démonstration de la femme est multisectorielle. La Responsabilité du partenaire et le chaque acteur dans ce domaine doit également prendre en compte les besoins spécifiques de la femme dans le cadre de l'élaboration de son Budget. Les besoins sont pris en compte, dans

NÉELLES

les structures et mécanismes mis en place dans le programme d'action.

minine 37205 (qu' / December 1993) pour la principale structure publique qui assure la triel post Beijing. En effet, au temps de

B - MESURES INST

Il s'agira tout à tout de placer dans le cadre de la mise en

1 - Structures publiques

af - Le Ministère de la Culture

Le MINOG a été créé par l'organisation du gouvernement et la coordination du Plan d'Action 14.

L'article 5 alinéa dudit décret, le Ministère de la Condition Féminine est chargé de l'application et de la mise en œuvre des mesures relatives à la promotion et à la protection des droits de la femme camerounaise dans la société, à la disparition de toute discrimination à l'égard de la femme et à l'accroissement des garanties d'égalité entre les hommes et les femmes dans les domaines politique, économique, social et culturel.

• Les structures techniques du MINCOF sont :

- La Direction de la Promotion des Droits de la Femme;
- La Direction de la Formation Socio-Economique de la Famille et de la Jeunesse;
- La Division des Etudes et de la Planification et de la Communication;
- La Cellule Juridique;
- Les Services Extérieurs.

Il existe 7 Centres de Promotion de la Femme et 10 Centres de Technologie appropriées.

Le Ministère de la Santé Publique

est chargé de la promotion et de la protection des droits de la femme, de la santé maternelle et de la planification familiale. Ce sont la Direction de la Santé Communautaire et la Sous-Direction de la Santé Familiale.

c/- Le Ministère de l'Agriculture

Il existe 5000 structures publiques chargées de la promotion de la condition féminine. Ce Ministère a en son sein la Direction de la Planification et de la Protection des Femmes et la Direction du Développement Communautaire qui coordonnent tous les programmes qui concernent les femmes.

Le Ministère des Terrains Publics et de l'Aménagement du

Territoire

Division de la Planification et des Programmes qui coordonnent tous les programmes de développement qui concernent l'aspect genre.

Ce Ministère a en son sein le Développement et la Direction de

d/- Le Ministère de l'Education Nationale

Il existe 10 000 établissements d'éducation de la petite fille.

e/- Le Ministère de l'Environnement et des Forêts

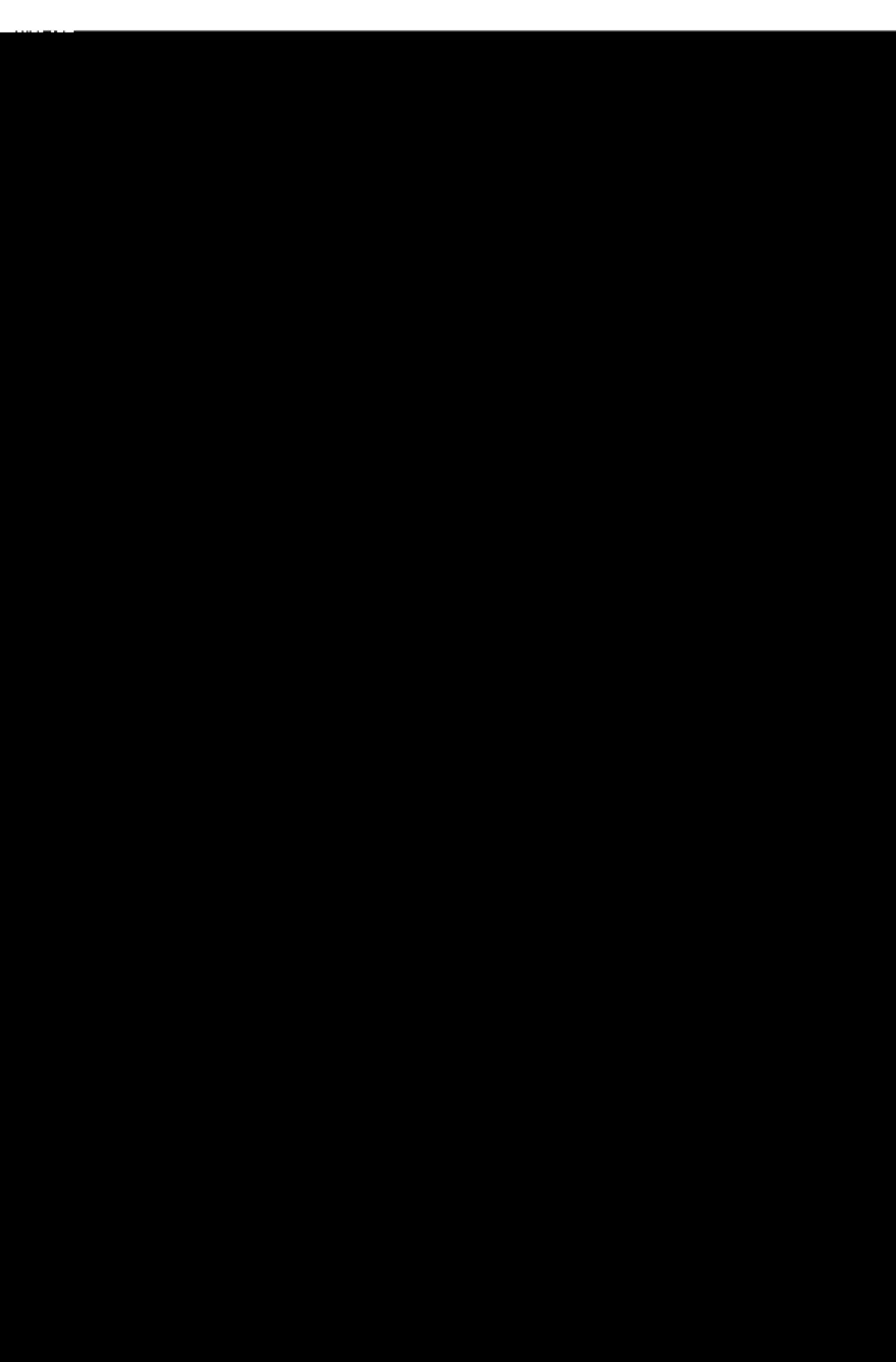
Le Ministère de l'Environnement

f/- Le Ministère des Mines de l'Eau et de l'Énergie

Il intègre la composante femme dans ses programmes d'approvisionnement, de gestion de l'eau et d'assainissement.

h/- Le Ministère des Affaires Sociales

Ce Ministère a en son sein la Direction du bien-être, de la famille et de l'enfant chargée de la conception, de la planification, du suivi et de l'évaluation des politiques et programmes relatifs au renforcement des capacités de



TROISIÈME PARTIE

INNOVATIONS ENTREPRISES DANS LES

INDUSTRIES SERVICES

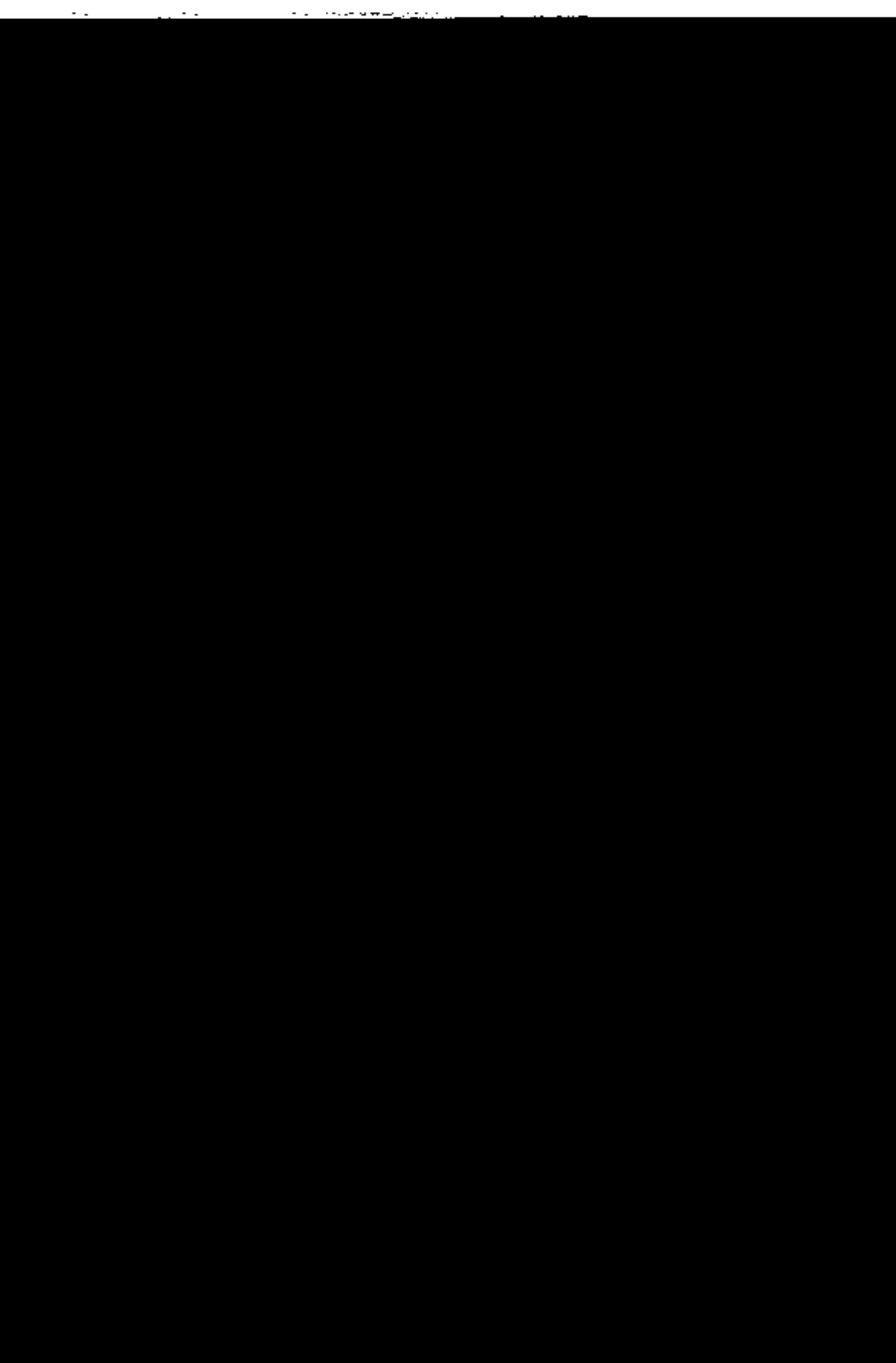
PROGRAMMÉ D'ACCÈS

ammes et
s atteindre,
les actions

es à une

Le tableau qui suit, présente les différents politiques
projets élaborés, les objectifs fixés, les stratégies développées
les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans la réa-
lisation des projets entreprisés. --

Cependant ce tableau comprend un certain nombre de



ONDÉS

EDU

CO

TE

SP

SC

OC

OC

OC

OC

OC

LE EDUCATION

FORMATION

REMÈDE

PROTECTION

LA PETIT

Edu

SA

Ed

U

re

5

é

en

par

é

et

fa

in

zat

er

re

es

et

eu

on

pr

Rés

es f

dis

al

é

au

sa

re

es

dis

al

é

au

sa

re

es

dis

al

é

au

sa

re

es

dis

al

é

au

sa

re

es

dis

al

é

au

sa

re

es

dis

al

é

au

sa

re

es

dis

al

é

au

sa

re

es

dis

al

é

au

sa

re

to gain insight into what has been
done, namely, to define and determine
the nature of the problems.

It is also to make available and
useful information on the state of the
art.

Or, in this study, we have
identified 300 major problems

in the field of space

and 30 major problems

in the field of aircraft

and 10 major problems

in the field of ground support

and 10 major problems

in the field of communications

and 10 major problems

in the field of navigation

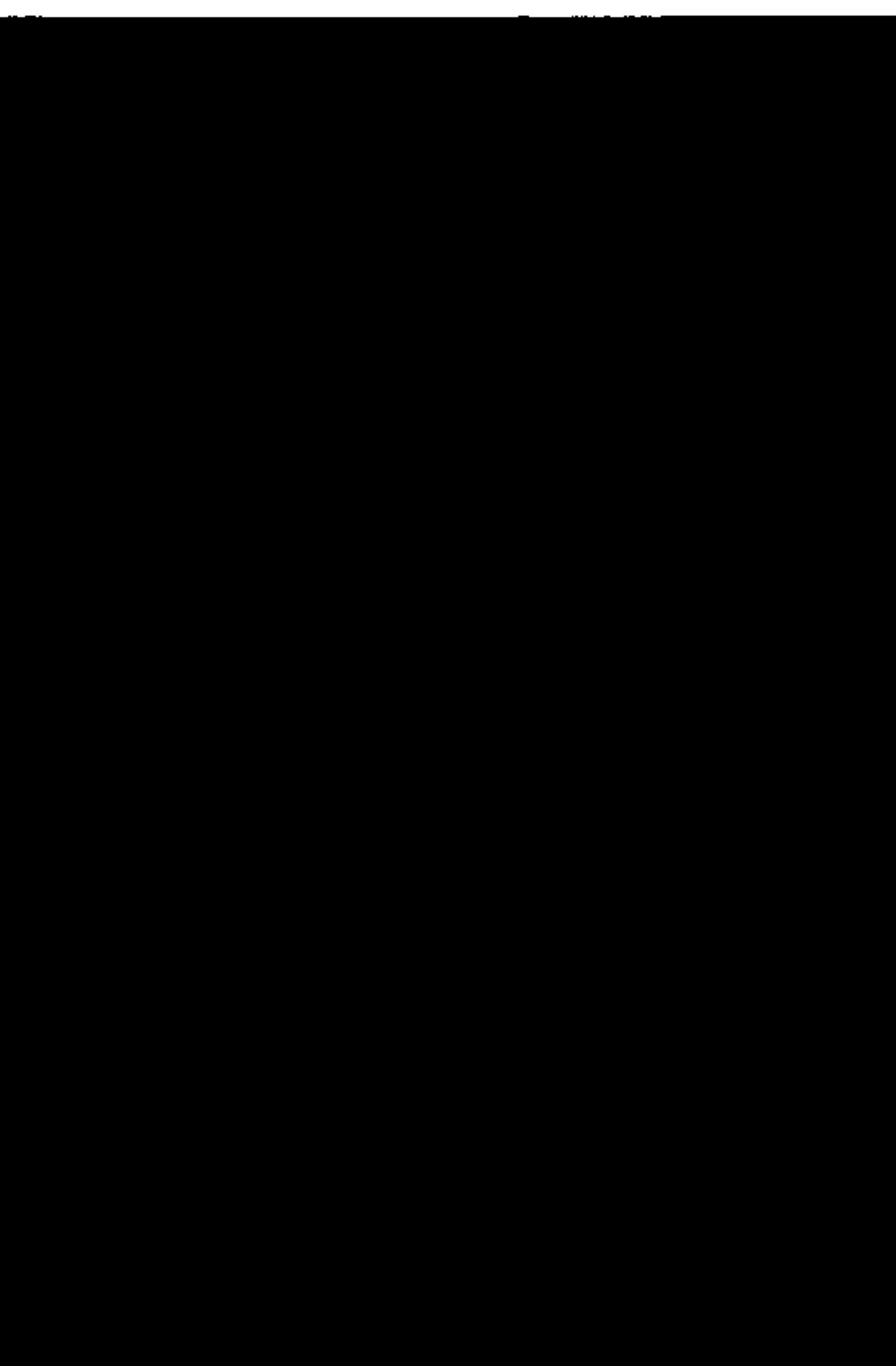
and 10 major problems

in the field of aircraft

and 10 major problems

in the field of aircraft

and 10 major problems



gratuitement et que l'assassinat de l'empereur fut l'œuvre des révolutionnaires. Enfin, lorsque l'empereur fut assassiné, l'opinion publique fut tout à fait favorable au coup d'État.

multidisciplinaria e azionale, oggi fabbrica di servizi che sono moderna po-

méfiant et dépendant de l'autre, mais aussi de la situation dans laquelle il se trouve. Il est alors difficile pour lui de faire face à une situation nouvelle ou à un événement imprévu. Cela peut entraîner des réactions défensives et des difficultés d'adaptation. La personne peut également éprouver des sentiments de culpabilité ou de honte envers elle-même ou les autres, ce qui peut entraîner des problèmes de santé mentale et de relations interpersonnelles.

taire l'organisation des personnes familières, travailleuses et autres, pour assurer la sécurité et la responsabilité de leur famille. Il est à noter que les personnes qui sont dans le secteur de l'assurance et de l'assistance sociale ont une grande responsabilité dans ce domaine.

-protection de l'environnement et des usages de points d'accès.

en la otra parte de la nave se observan los restos del antiguo techo.

produit et application des méthodes :

populación de la Parroquia de San Bartolomé.

- dem Antrag des Sohn - UL

Préalablement à l'application de la réglementation sur les accès à l'information, il convient d'abord de déterminer si une demande d'accès à l'information est effectivement déposée.

— et de l'Institut de la nature —

Méthodes de travail

traditionnelles des M&P 500.

-am *is* - - - -
-is *are* - - - -
-are *were* - - - -
-was *was* - - - -
-were *were* - - - -

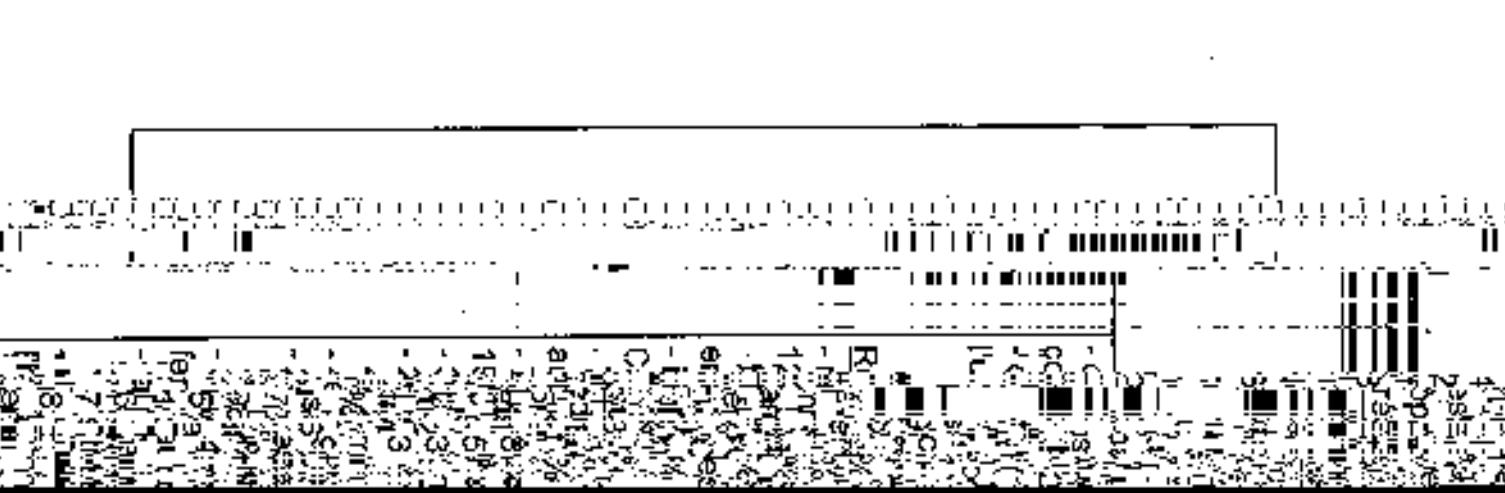
PÉDULE — Les deux dernières années, les jeunes filles sont devenues extrêmement sensibles à l'art des coiffures.

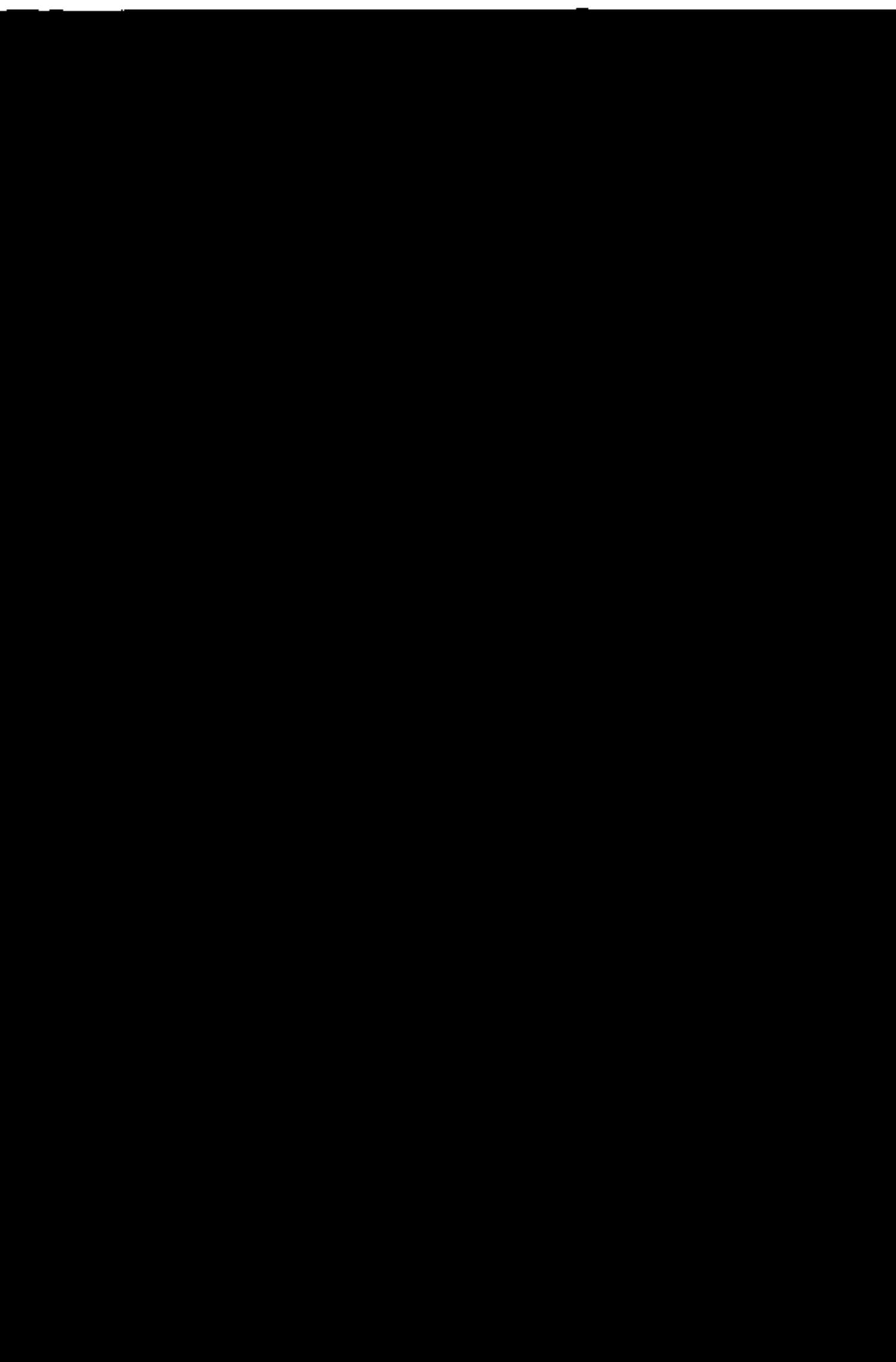
potacromo — *de la Japure* — *Colombia*

- 500 -

• 218 •

St. John's College, Cambridge, 1666-1667. The manuscript is in two volumes, folio, and contains 120 pages of Latin text.





specifiques et sensibles à certaines personnes.
Le préjudice est alors réellement fait.
L'agression est cesse et l'agresseur est puni.

Les problèmes de la famille sont résolus.
Le préjudice est alors réellement fait.
L'agression est cesse et l'agresseur est puni.

Le préjudice est alors réellement fait.
L'agression est cesse et l'agresseur est puni.

Le préjudice est alors réellement fait.
L'agression est cesse et l'agresseur est puni.

Le préjudice est alors réellement fait.
L'agression est cesse et l'agresseur est puni.

Le préjudice est alors réellement fait.
L'agression est cesse et l'agresseur est puni.

- d'arriver à un document de travail pour la préparation globale de la Conférence mondiale des femmes à Copenhague.
- évoquer les négociations entre les deux parties au conflit.
- évoquer une partie de ces négociations : le CEDAW, et son contenu.
- évoquer les stratégies
- collecter les informations
- constituer une banque de documents et de services relatifs aux femmes.
- soutenir les actions des Comités de défense des droits humains et de prévention contre les violences faites aux femmes.
- faire une analyse de l'édition japonaise "La Terre payne".

10
11

20
21

۱۰۷

四

卷之三

ג'סאָן

d.
lxviii

P
C
A
T

५०

17

卷之三

59

三

4

卷之三

四

11

23

LES FEMMES, LE
POUVOIR
DE DÉCISION.

coordonnées : 20° 45' 30'' N - 105° 30' 00'' O
Altitude : 2000 m
Surface : 10 ha
Terrain : Plateau
Plantes : Pampa, Yucca, Agave, Cactus, etc.
Animaux : Oiseaux, Mammifères, Insectes

Écosystème : Savane
Environnement : Aride et semi-aride

Terre : Sable et roches
Eau : Rivières et cours d'eau

Vegetation : Buissons et arbustes

Minéraux : Argile et sable

Minéraux : Argile et sable

développement

Assemblées Constituantes
- développer un code de respect
organismes affiliés au syndicat
financement des associations

Stratégies

- Amener les forces politiques à faire
poids démocratique et ferme
causes qui placent le plus
nombre possible d'associations
parlement et autres syndicats.

- Appliquer le
toutes les instances
atteindre plus
engagements

- Promouvoir une
à toutes les instances
légalisation et
réservé aux terres

- Sensibiliser les
de la contributi

Résultats obtenu

Condition femme

techniques qui jouent dans le développement et la promotion des femmes touchant la promotion des femmes actives.

Le développement des ONG et associations féminines et les Femmes

les ONG et associations féminines et Condition Féminine

l'organisation de l'information et de l'éducation

l'organisation et la formation en partenariat avec les secteur associatif et les Femmes

l'organisation et la formation en partenariat avec les secteurs associatif et les Femmes

l'organisation et la formation en partenariat avec les secteurs associatif et les Femmes

l'organisation et la formation en partenariat avec les secteurs associatif et les Femmes

l'organisation et la formation en partenariat avec les secteurs associatif et les Femmes

l'organisation et la formation en partenariat avec les secteurs associatif et les Femmes

l'organisation et la formation en partenariat avec les secteurs associatif et les Femmes

l'organisation et la formation en partenariat avec les secteurs associatif et les Femmes

l'organisation et la formation en partenariat avec les secteurs associatif et les Femmes

N'étant qu'un financement pour les secteurs associatifs, mais aussi pour les autres partenaires ministériels et les partenaires communautaires.

Ministère
MCFF
as fonction

1

Ministère
MCFF
as fonction

2

Ministère
MCFF
as fonction

3

Ministère
MCFF
as fonction

4

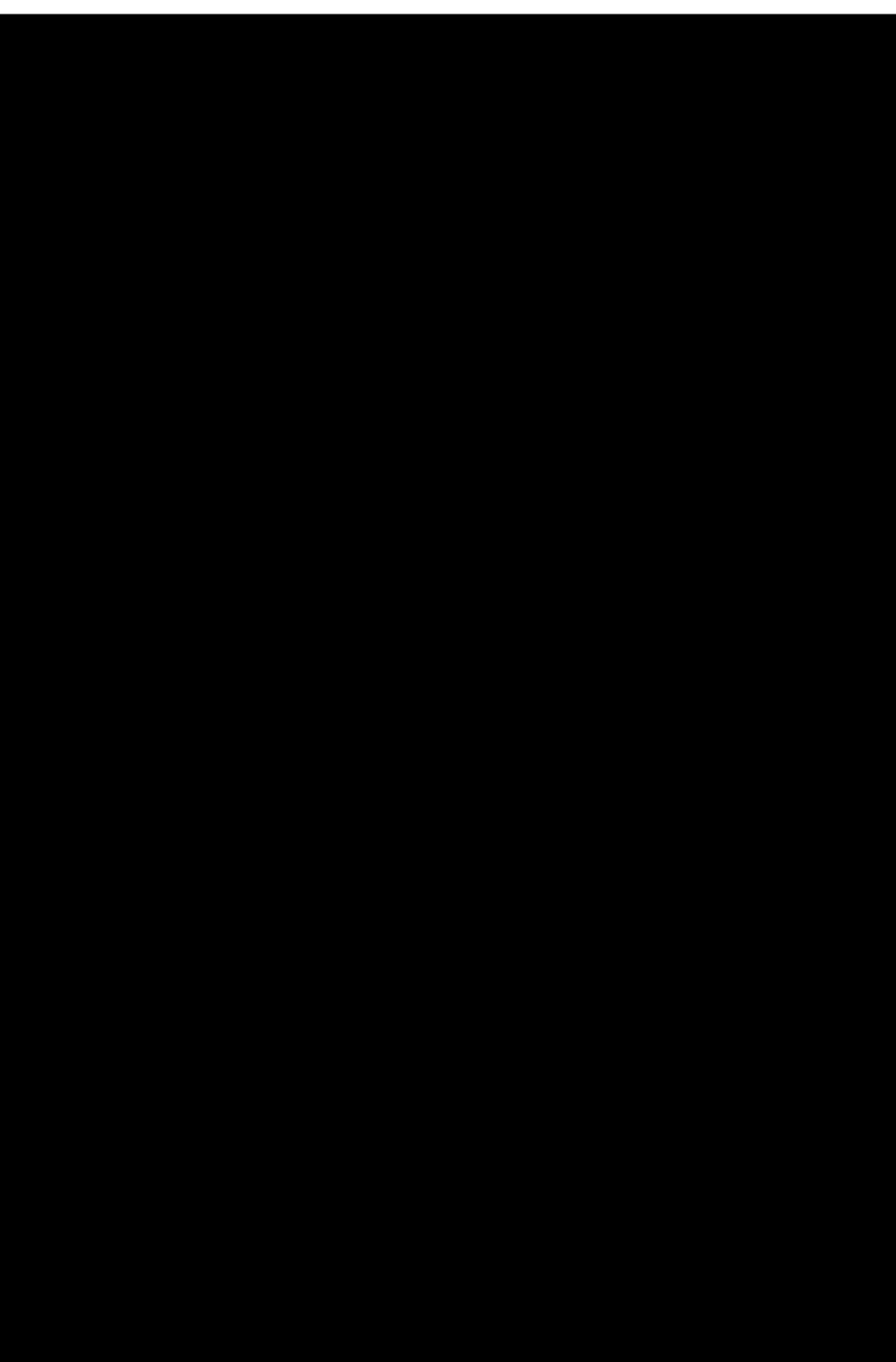
Ministère
MCFF
as fonction

5

Ministère
MCFF
as fonction

6

Ministère
MCFF
as fonction



9 - LES FEM
ET LES MEDI

Femmes et environnement
des ONG spécialisées
qui intègrent les femmes
dans l'Aménagement la SNV, Bois et
environnement Project
sur la Protection, la Chasse
et l'Education Cameroun
Groupe des Femmes sur
Centre pour l'Environnement
(CED) etc.

avec un projet

5) Crédit de
développement
programmes en
Protect, Health
International ex

CONCLUSION

D'une manière générale, s'il est vrai que la plupart des actions de promotion de la femme ont été réalisées, il reste néanmoins pas moins vrai beaucoup restent à faire sur un certain nombre de domaines particuliers à savoir :

1) La volonté politique devra d'avantage donner une priorité à la promotion de la femme.

2) Les moyens financiers et matériels restent insuffisants par rapport aux nombreux Politiques et Programmes mis en place dans ces domaines.

3) L'application systématique de l'approche genre dans les projets et programmes dans les secteurs de développement, en matière de promotion de la femme dans tous les domaines féminines et de